



### Décision n° 2018-156

autorisant l'introduction de chiens en cœur du parc national dans le cadre d'une activité de recherche scientifique ,

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 1 et 28 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la décision n°2018-155 du 15 avril 2018, autorisant la capture temporaire d'espèces animales en dérogation aux règles de protection du milieu naturel ainsi que la circulation et le station de véhicules à moteur au bénéfice de Bertrand MUFFAT JOLY, Eric BELLEAU et Frédéric SEBE,

Considérant que l'Établissement public du Parc national du Mercantour s'est engagé dans le programme « ALCOTRA CClimaTT » (2017-2020), consacré à l'étude des changements climatiques et de leurs incidences sur l'espace transfrontalier couvrant les parcs nationaux du Mercantour (PNM) et des Ecrins (PNE) ainsi que les territoires des Parcs italiens d'Alpi maritime (EAM), de Gesso e Stura (PFGS) et de l'Unione di Colline di Langa e del Barolo (UCLB),

Considérant que ce programme et les activités scientifiques qui en découlent, contribuent à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Considérant que le Lagopède alpin constituent une espèce indicatrice des milieux froids articoalpins et qu'ils représentent « des relictés glaciaires » en limite Sud de répartition dans les Alpes et les Pyrénées,

Considérant à ce titre, que l'étude de l'espèce et de ses évolutions locales concourt pleinement aux objectifs du programme CClimaTT,

Considérant la convention de partenariat technique entre le Parc national du Mercantour et l'Office national de la Chasse et de la Faune Sauvage pour la mise en œuvre d'un programme de capture et de marquage du Lagopède alpin,

Considérant que le site du Col de la Cayolle, entre Haut-Var et Ubaye, constitue une référence pour l'observatoire des galliformes de montagne, en particulier pour le suivi du Lagopède alpin (*Lagopus muta*), espèce faisant l'objet d'un comptage depuis 1996,

Considérant que les chiens d'arrêt représentent un moyen fiable de localiser les individus de Lagopède alpin dans leur habitat et ce malgré leurs grandes capacités de dissimulation visuelle, facilitant ainsi les opérations de capture à l'épuisette,

Décide :

#### Article 1er :

Le service départemental de l'Office national de la Chasse et de la Faune Sauvage des Alpes de Haute-Provence, représenté par son chef Monsieur MELLETON Dominique et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies ci-après, à introduire temporairement des chiens d'arrêt dans le cœur du parc national.

Cette introduction temporaire est exclusivement limitée et réservée à la mise en œuvre des opérations de capture de Lagopède alpin organisées dans le cadre du programme ALCOTRA CCLIMATT (2017-2020).

#### Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour les années 2018 et 2019 entre le 15 juin et le 15 août sur le site du Col de la Cayolle (communes d'Uvernet-Fours – 04 et d'Entraunes - 06).

#### Article 3 :

3.1. Les dates exactes des opérations seront communiquées aux chefs des deux services territoriaux concernés au plus tard 2 jours avant leur mise en œuvre effective. La réponse écrite de l'un des deux chefs de service territorial est requise en préalable de chacune des opérations, de sorte à porter à la connaissance du bénéficiaire toutes sujétions ou indications complémentaires. Ces éventuelles sujétions complémentaires sont à la charge du bénéficiaire.

Contacts :

- service territorial du Haut-Var : 04.93.05.59.43

chef de S.T – LIBORIO Albin ([albin.liborio@mercantour-parcnational.fr](mailto:albin.liborio@mercantour-parcnational.fr))

- service territorial Ubaye et Verdon: 04.92.83.04.18

chef de S.T – FRIBOURG Xavier ([xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr](mailto:xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr))

3.2. Le bénéficiaire est garant de l'accréditation individuelle de chaque conducteur de chien d'arrêt mis à contribution dans le cadre du protocole de capture.

Ces derniers sont engagés dans le respect de la présente décision par l'intermédiaire du bénéficiaire qui assume les charges d'encadrement méthodologique, technique et pratique du groupe ainsi constitué.

3.3. Toute divagation de chien en cœur de parc est interdite. Ces derniers devront rester à portée de voix de leur maître ou de tout instrument permettant leur rappel.

3.4. Toute action de chasse est interdite, ainsi que le port d'arme ou de munition.

#### Article 4 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation.

La présente ne vaut pas dérogation à la réglementation sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement et ne dispense pas de solliciter auprès de l'autorité compétente les éventuelles autorisations supplémentaires, correspondant à cette réglementation.

De même, elle n'exonère pas le bénéficiaire de solliciter toutes les autres autorisations requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

#### Article 5 :

La présente décision ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur le milieu naturel, les espèces sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 6 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 7 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 1<sup>er</sup> juin 2018



*Le Directeur du  
Parc national du Mercantour*

**CHRISTOPHE VIRET**